

Le langage engage

Esquisse d'analyse des discours produits lors des deux récents mouvements sociaux : du langage de la domination à la résistance langagière.



Le langage, s'il constitue un ensemble de signes permettant la communication, ne se réduit pas à cette simple fonction. Dans le quatrième chapitre de *Ce que parler veut dire*, Pierre Bourdieu fait le constat d'une domination ayant pour instrument, entre autres, l'emploi d'un discours structurant. Car « on peut agir sur le monde social en agissant sur [la] connaissance de ce monde »¹, postulat qui motive d'ailleurs le travail sociologique de ce chercheur : mieux connaître les mécanismes sociaux de la domination doit fournir des armes pour lutter contre. De plus, « le pouvoir constituant du langage (...) et des schèmes de perception et de pensée qu'il procure ne se voit jamais aussi bien que dans des situations de crise : ces situations paradoxales, extraordinaires, appellent un discours extraordinaire »².

¹ P, Bourdieu, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Editions Fayard, 1982, p.149.

² *Ibid.*, p.151.

Dès lors, il peut être intéressant de revenir sur ces deux mouvements sociaux qu'a récemment connus la France : octobre/novembre 2005 et mars 2006. Il s'agit d'interroger les différents discours produits durant ces événements à la lumière des analyses théoriques sur les fonctions du langage dans les rapports de domination, développées chez des auteurs comme Pierre Bourdieu, Roland Barthes ou encore Herbert Marcuse.

Il est d'abord nécessaire de s'interroger sur la façon dont ont été désignés ces événements. Nous sommes nous-mêmes déjà pris par des effets de langage : parler de « mouvements » ou d' « événements » n'est pas neutre (la notion de « mouvement social » s'inscrit dans une histoire des luttes en France, etc.). Mais force est d'abdiquer devant la nécessité d'employer un signifiant, l'important étant d'attirer l'attention critique dessus. Pour le mouvement de novembre 2005, l'on a entendu parler d' « émeutes des banlieues », de « révoltes des quartiers populaires », de « crise des banlieues ». Les acteurs de ce mouvement ont été nommés « jeunes des cités », « banlieusards », « émeutiers », « révoltés ». En ce qui concerne le mouvement de mars 2006, le mot « crise » fut également employé, le terme s'imposant au fur et à mesure, dans les médias et dans le discours gouvernemental étant celui de « crise du CPE ». On a aussi entendu parler de « mouvement étudiant », de « contestation étudiante »... Les acteurs ont quant à eux suscité des appellations diverses : « opposants au CPE », « grévistes », « manifestants », « étudiants anti-CPE », « jeunes mobilisés »...

Deux sources irriguent ce discours « officiel » : le pouvoir politique, ses représentants ; et les médias, qui sont non seulement les plus à même de relayer ces divisions et classifications opérées par le politique, mais qui peuvent également en produire.

Dans chaque cas, il est primordial de se poser les questions suivantes : qui émet ce discours ? A qui s'adresse-t-il ? Quelle représentation du monde social cette parole suppose-t-elle ? Dans quelle mesure ce même discours contribue-t-il à donner forme au social ?

Quant aux mouvements, reprennent-ils la phraséologie dominante ou cultivent-ils une rupture déjà politique avec le langage imposé ?

Précisons ce que signifie chez Bourdieu le terme de « dominant », largement repris ici. Est dominant celui qui jouit d'une légitimité et d'une certaine reconnaissance au sein du monde social, en raison de l'importance de son capital économique, culturel ou symbolique.

Il semble que les médias aient traité les deux événements de façon différente : ils ont systématiquement jugé, attaqué, méprisé les jeunes révoltés en 2005, alors qu'ils ont parfois pu être relativement favorables au mouvement de révolte contre le CPE en 2006. S'il faut garder à l'esprit cette différence majeure, elle ne fera pas l'objet de notre analyse qui cherche plutôt à repérer les analogies dans les mécanismes du discours dominant, particulièrement issu des politiques.

Il faut donc saisir les différentes modalités d'un langage qui accomplit selon Bourdieu la fonction suivante : « prescrire sous apparence de décrire et dénoncer sous apparence d'énoncer ».

Diviser pour mieux régner : L'imposition de schèmes classificatoires de perception de la réalité

« Je souhaite que nous puissions adresser un message clair aux Français d'une part, aux délinquants d'autre part.¹ »

Durant les événements d'**octobre et novembre 2005**, on a beaucoup parlé de la distinction opérée par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy entre « racailles », et « reste des jeunes », ou entre « voyous » et « braves gens qui veulent avoir la paix »². Précisons néanmoins que le terme « racailles » a été employé pour la première fois avant le début des émeutes de novembre (même s'il fut réemployé en plein cœur des émeutes, voir annexe 1), par Nicolas Sarkozy. Il s'agissait d'un terme qu'il reprenait de la bouche d'une habitante d'Argenteuil l'interpellant. Quant au fameux « kärcher », il date du début de l'été 2005. Le mot « voyous » fut lui utilisé à plusieurs reprises dans la temporalité des émeutes. On sait que Nicolas Sarkozy est un professionnel du discours (avocat) et qu'il ne s'agit pas de dérapages liés au feu de l'action, mais d'expressions employées en toute conscience.

La division se fait ici sur un mode clairement agressif, puisque le mot « racaille » désigne selon le Petit Robert la « populace méprisable », un « ensemble de fripouilles ». Pour expliciter le sens du mot racaille, ce même dictionnaire, dans son édition de 2001, propose d'ailleurs une citation éloquentes d'Albert Camus, « *Si l'on mettait toute cette racaille en prison, [...] les honnêtes gens pourraient respirer* » (la référence du roman n'est pas précisée). Cette opposition entre les « voyous » et les « braves gens qui veulent avoir la paix », ne date pas des discours de Nicolas Sarkozy : le dictionnaire montre qu'il s'agit bien d'une représentation collective « stabilisée ». Mais qui sont « les braves gens » ? Quelle est leur position objective dans les rapports de domination ? Il apparaît que les honnêtes gens sont en fait les représentants choisis par le politique de ces dominés qui, ayant intégré la domination, ne la remettent pas en cause. C'est ce que donne à penser Pierre Bourdieu : « Cette nostalgie de la protodoxa s'exprime en toute naïveté dans le culte de tous les conservatismes pour le « bon peuple » (...) dont les euphémismes du discours orthodoxe (« les gens simples », les « classes modestes ») désignent bien la propriété essentielle, la soumission à l'ordre établi.³ » Dès, lors, on comprend que la définition de « racaille », rebut de la société, signifie objectivement « rebut de la société de domination ». On comprend mieux l'enjeu pour le discours dominant, qui ne manque jamais d'imagination pour salir verbalement cette population : il s'agit de discréditer l'insoumis. Historiquement, à chaque révolte, l'effort langagier a été renouvelé pour délégitimer les résistances. Par exemple pendant la Commune, le peuple de Paris était désigné par les mots « pègre », « rats », etc.

A l'automne 2005, on a pu remarquer une certaine gradation dans la classification du monde social opérée par les dominants : il y eut tout d'abord les « jeunes » face au reste de la population. Mais soit que le « jeunisme » était devenu trop à la mode, soit qu'il n'induisait pas une division assez forte au sein du monde social, on a observé dans le discours politique et médiatique une évolution vers l'expression « jeunes de banlieues » ou « jeunes des cités ». Cette

¹ Pascal Clément, Garde des sceaux, *Le canard enchaîné*, 9/11/2005.

² Annexe 1 [Afin d'économiser le papier, les annexes ne sont pas fournies dans la présente version de l'article. Elles sont entièrement consultables en ligne : www.dissidence.libre-octet.org/penser/annexes.html]

³ Op. cit., p.156.

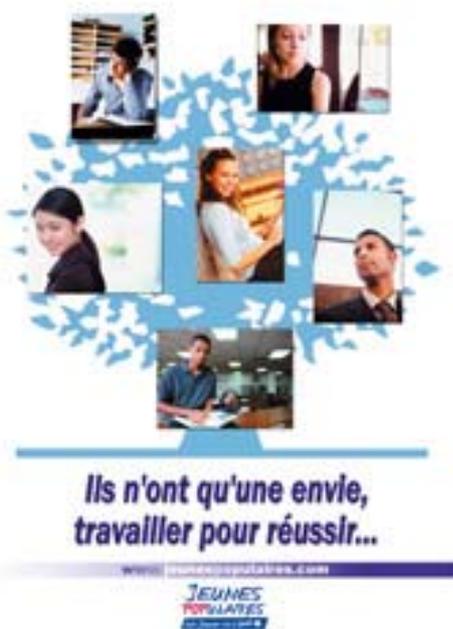
dénomination s'accompagnant simultanément d'une dénonciation implicite. Puis, la tension sociale nécessitant un abandon de la pudeur, les insultes fusèrent : ce fut les « racailles », sous-entendu de banlieues, cette précision n'étant même plus nécessaire. Le terme « sauvageon » date lui de Jean-Pierre Chevènement, et s'inscrit clairement dans la continuité de l'idéologie coloniale française. A notre connaissance il n'a pas été réemployé dans le cadre des émeutes de 2005. Mais le risque était de rendre visible par le discours sur « les banlieues » l'unité des quartiers populaires, qui partagent le même abandon généralisé depuis des décennies. Il fallait donc casser ce dernier atome et distinguer au sein même de la banlieue, les « braves gens » et « les bons jeunes », ceux qui veulent réussir... des autres (qui afficheraient une volonté de ne pas réussir ? Il serait évidemment intéressant de se pencher sur la signification du mot « réussir » et son emploi dans le discours dominant).

A titre d'exemple, on peut schématiser ce processus de division :

Société > jeunes > jeunes des quartiers populaires > mauvais jeunes des quartiers populaires.

Le choix du type de division dépend de la nécessité du moment. Dans un contexte de « contestation étudiante », on choisira la division « société/jeunes ». Par contre pour attiser le thème de l'insécurité on préférera « société/quartier », ou encore « français de souche/français issus de l'immigration ». A chaque fois ces divisions sont illusoires : le seul critère pertinent, si l'on admet que notre société est une société de domination, doit être la position objective dans ce rapport d'opposition. Qui est de quel côté du bâton ? Qui exploite qui ? Voilà les seules questions qui font sens.

Cette distinction établie entre ceux qui « veulent travailler » (distinction reprise lors du mouvement de mars 2006) et « les autres », réapparaît par exemple dans un tract produit par le site www.jeunespopulaires.com, la section « jeunes » du parti UMP. Sur le tract six photos sont fondues sur l'image d'un arbre (le logo du parti des Français de souche !).



Parmi ces six photos de jeunes, au moins trois semblent avoir des origines maghrébines (ce qui est peu visible sur la présente reproduction). Outre une communication qui a visiblement pour but de montrer l'esprit d'ouverture de cette organisation, on peut percevoir dans ce tract une distinction entre ces jeunes de banlieue-là, souriants, vêtus « normalement », c'est-à-dire dans le respect des normes. Le discours implicite est : « Voyez, c'est possible, ces jeunes-là se sont intégrés ». Ce qui signifie en fait qu'ils ont intégré la domination.

Le langage construit donc une représentation mythologique du monde social, avec ici deux portraits types (le « bon jeune » contre le « voyou ») qui s'opposent dans une lecture manichéenne, dualiste. Pour bien comprendre le caractère fantasmatique de ces deux figures peintes par le discours dominant, tâchons d'en dessiner le portrait caricatural, l'idéal-type au sens de Max Weber, à partir d'exemples fictifs :

« *Les jeunes qui veulent s'en sortir.* » (ou « les Français », selon notre garde des sceaux...)

On exhibe volontiers cette figure du « bon jeune » dans les journaux télévisés. Par exemple, on nous présente un jeune, visiblement issu de l'immigration coloniale ou post-coloniale, qui suit une formation (subventionnée par l'Etat, ou par un gentil petit patron oeuvrant pour l'intégration des « jeunes à problèmes »), en maçonnerie ou pour travailler dans la restauration... Puis on fait parler ce jeune qui dira par exemple « Avant je glandais comme tous les autres, et puis j'ai compris qu'il fallait que je me bouge. Aujourd'hui j'ai un travail, j'en suis fier, je compte pas rester toute ma vie au quartier... ». Ce jeune là, ou plutôt la figure mythique de ce type de jeune, sera perçue avec bienveillance et sympathie. Elle reconforte l'opinion dans la capacité d'intégration à la française selon le modèle républicain de la méritocratie. La voix off du reportage enchaînera ainsi « Salim n'est pas le seul à vouloir s'en sortir. Fatima elle, a choisi de poursuivre ses études en entamant un BTS Finances... »

Voilà pour le journal du midi. Au JT du soir, par contre, c'est la figure inverse qui est construite.

« *La racaille, les voyous* »

Leur portrait type est facilement identifiable. Le voyou nous est par exemple présenté dans un reportage sur les « jeunes » arrêtés pendant les révoltes de novembre. Une scène typique pourrait être celle-ci : deux jeunes hommes viennent d'être interpellés, ils sont menottés. Leurs visages sont floutés, mais l'on devine évidemment qu'ils sont d'origine africaine. Pour ceux qui en douteraient, un gros plan est fait sur les menottes, qui entourent des poignets étrangement bronzés pour cette époque de l'année. Faciles à reconnaître, les voyous portent une casquette, voire une capuche. Les voyous parlent vite, et mal. Les voyous ne respectent ni les policiers, ni les journalistes, ni les braves gens dans le métro. On apprend bien sûr qu'« ils étaient connus des services de police pour détention de stupéfiant ». Ce qui aboutit à : « ce sont des caïds de la drogue », sans doute les mêmes que ceux qui roulent dans de grosses cylindrées desquelles s'échappe une musique de sauvages... Parmi les autres caractéristiques de cet ennemi intérieur on trouve : l'intégrisme islamique, le terrorisme et la connexion avec Al Qaïda, la domination des femmes, voilées, ou violées lors de tournantes...

Le drame étant que cette définition du monde social, totalement fantasmagorique, serait admise comme plutôt réaliste par l'opinion. Elle nous vient clairement des politiques et des médias, et s'inscrit de surcroît dans l'idéologie mondiale du « choc des civilisations ». Il est évident qu'elle ne correspond absolument pas à la réalité sociologique, ce qu'il ne s'agit pas de démontrer ici. On peut néanmoins rappeler, avec les sociologues Stéphane Beaud et Michel Pialoux qui dénoncent cette « *vision binaire du monde des cités*¹ », que dans le cas des révoltes, ce sont les rapports des Renseignements Généraux eux-mêmes qui ont invalidé les mensonges du ministre. En effet, ils ont montré, par exemple, que la révolte n'était absolument pas orchestrée par de diaboliques Imams remplis de haine pour la République, mais qu'elle était spontanée. On sait aussi que les personnes arrêtées et jugées suite aux révoltes n'étaient pas particulièrement « connues des services de police ». On sait encore que les personnes issues de l'immigration n'étaient pas surreprésentées chez les « émeutiers », on sait aussi que beaucoup avaient un emploi (qu'ils ont souvent perdu d'ailleurs du fait de leur arrestation)... Bref, autant de constats empiriques qui prouvent que ces révoltes ne furent pas le fait d'une minorité de méchant voyous, animés par le diable qui les pousse à mettre la douce France à feu et à sang, mais qu'elles relèvent d'un phénomène massif de diffusion de la « désespérance sociale² ». Notons que le discours dominant taxe systématiquement les sociologues de « misérabilisme »,

¹ Stéphane Beaud et Michel Pialoux, « *La 'racaille' et les 'vrais jeunes', critique d'une vision binaire du monde des cités* », paru sur [liens-socio.org](http://www.liens-socio.org), le 30 novembre 2005. (http://www.liens-socio.org/article.php3?id_article=977)

² S. Beaud, M. Pialoux, op cit.

parce que finalement, « tout n'est pas si noir, ceux qui veulent s'en sortir le peuvent ». On sombre ici dans l'idéologie économique de la responsabilité individuelle et de la liberté des acteurs : chacun est désormais responsable de ses malheurs, qui sont en fait politiques, et « Vivre sa vie, cela équivaut à résoudre sur le plan biographique les contradictions du système¹ ».

« S'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable. »

Nicolas Sarkozy, dimanche 12 mars 2006, cité dans "La grande peur de Sarko", en page 2 du *Canard enchaîné* (n°4455, 15 mars 2006).



Mars 2006 :

Ce mouvement semble avoir bénéficié d'un traitement médiatique plus favorable. Ceci peut s'expliquer entre autre par le fait que la distance sociale séparant les journalistes des acteurs de ce mouvement est bien moindre que celle qui les sépare des quartiers populaires. Les journalistes, qui sont passés par le milieu étudiant, peuvent avoir des enfants étudiants, etc. Ils partagent donc plus de schèmes de perceptions avec les acteurs de ce mouvement qu'avec les banlieues dont ils sont presque totalement coupés. D'où une attitude plus compréhensive, bienveillante. En outre, le caractère massif et l'extension du mouvement de 2006 à divers groupes sociaux rendaient beaucoup plus difficile une attaque frontale. Pourtant, il est clair que ce mouvement allait contre les intérêts dominants et devait donc être un moment propice aux classifications, divisions, naturalisation, euphémisation et autres mécanismes discursifs visant à l'affaiblir. Ceci nous invite donc à complexifier l'analyse de ce que nous appelions « discours dominant » : il semble que lors du mouvement du CPE la convergence entre les deux sources de ce discours (politique et médiatique) ait été moins forte, à certains moments tout au moins. En effet, il faudrait affiner en fonction de la chronologie des événements et analyser dans le détail l'évolution de cette tension entre convergence et divergence des discours politiques et médiatiques. Toujours est-il que cela nous incite à éviter les simplifications suggérées par l'emploi du terme « dominants », et à garder à l'esprit la forme d'autonomie, aussi relative soit-elle, du champ journalistique à l'égard des champs politiques et économiques.

Néanmoins, le discours de la division a été très répandu. Tout d'abord, a été réutilisé le même stéréotype du bon jeune des quartiers, qui veut réussir, pour l'opposer cette fois à l'étudiant capricieux. Une fois de plus on met en scène la parole de ce jeune des quartiers, qui veut réussir, disant : « Un CPE, c'est toujours mieux que rien... ». Or, d'une part, cette opinion

¹ Ulrich Beck, *La société du risque*, 1986, trad. Aubier, 2001, p.293.

ne fut pas le monopole de jeunes de quartiers populaires, puisqu'on la retrouve partout, et notamment dans les facultés. D'autre part, il s'agit cette fois de faire des « jeunes des cités » un bloc homogène et à part, présenté comme totalement hermétique aux autres « catégories » de jeunes (« les étudiants ») et même opposé à elles. Les tenants de ce discours jubilant devant les « preuves » que seraient les quelques vols et bris de téléphones portables ou lecteurs MP3, accomplis pendant certaines manifestations. Le fait que des militants des quartiers populaires aient pris position et manifesté en tant que tels contre le CPE ne fut pas relayé, tout comme fut passée sous silence la simple évidence que les universités sont le lieu d'études de jeunes gens de toutes les catégories sociales – présents en proportions comparables dans la lutte.

Ensuite, les acteurs du mouvement furent divisés en diverses catégories : il y eut les « étudiants pro- ou anti-CPE », les « grévistes » et les « non-grévistes »¹, puis vint le temps des « bloqueurs » et des « anti-bloqueurs », le terme de blocage étant d'ailleurs péjoratif. Dans son discours du 30 mars 2006², Jacques Chirac évoque une division entre « *les étudiants qui veulent faire grève et ceux qui veulent travailler* ». D'abord, cette terminologie relaie la vieille rhétorique contre le gréviste-fainéant. Dans toutes les luttes ouvrières, les grévistes ont été taxés de fainéantise, de légèreté, d'égoïsme, d'incapacité à avoir le sens du sacrifice « pour la boîte », etc. Il y a bien une continuité historique dans le discours de la domination, ce qui nous invite nous aussi à inscrire nos résistances dans l'héritage des luttes passées, pour en tirer des leçons. Ensuite, de manière plus complexe, le Président de la République tend par son discours à mettre, par effet de symétrie, sur le même plan deux attitudes radicalement différentes : d'une part des étudiants qui décident d'entrer en lutte et de se donner les moyens d'avoir prise sur leur destin, de l'autre, des étudiants qui... ne font rien, rien de plus que d'ordinaire. Ce discours tend ainsi à considérer et à faire considérer que les deux positions relèvent d'une volonté politique, alors qu'une seule relève de l'action positive, l'autre n'étant caractérisée que par sa passivité conservatrice, son inaction. « Philosophiquement » le rapport au réel de ces deux positions est de nature radicalement différente. Le discours officiel tend ainsi à désamorcer la prise en acte politique du destin par une partie de la population, en la ramenant sur le même plan que la simple indolence.

Le caractère massif du mouvement du printemps 2006 trahit un certain échec de la politique de division pratiquée par le pouvoir. La stratégie était pourtant la même que de coutume : instaurer une division dans les représentations collectives entre jeunes et reste de la population active, et entre banlieues et reste de la société. En effet, il faut rappeler que le projet LEC était à l'origine théoriquement élaboré pour les jeunes des banlieues. Mais il est évident qu'un anti-contrat de travail aussi avantageux pour les employeurs était destiné de fait à toute la jeunesse, avec sans doute pour projet d'être généralisé à l'ensemble des salariés. Depuis des décennies, la pratique est identique : la précarisation frappe d'abord ceux qui représentent « l'autre » dans l'imaginaire collectif. Ensuite, elle se généralise de façon indolore, s'applique au « nous », mais les forces de résistance sont prises de court. Ainsi la flexibilité a d'abord été imposée à ceux qui sont socialement les plus fragilisés : les jeunes, les femmes, les personnes issues de l'immigration, les personnes vivant dans les quartiers populaires, etc. Bref, les personnes qui sont les moins à même de se défendre, et dont le malheur suscite peu de réaction. La généralisation à l'ensemble du marché du travail est ensuite rendue possible par cette accoutumance. Mais cette fois, tous les jeunes (ou presque...) ont très vite constaté qu'ils seraient eux aussi les victimes de cette loi infâmante, et les employés âgés de plus de 25 ans ont senti qu'elle serait tantôt généralisée. La solidarité massive relève donc en partie d'un échec dans l'effet de division, ce qui nous invite à accorder de l'importance aux représentations mentales diffusées dans le monde social.

¹ Annexe 2

² Annexe 3

Discréditer la contestation

Le déni politique

On l'a vu, l'industrie rhétorique consistant à imposer des schèmes de pensée, des modes de lecture, a fonctionné à plein durant les mouvements de novembre 2005 et mars 2006. Cette logique, consciente ou non, tendait à discréditer des mouvements risquant (si peu) d'ébranler l'ordre établi. Tout d'abord, le fait de parler de « crise » n'est pas anodin et ce terme a été repris par l'ensemble de la classe politique (les élèves de droite comme ceux de gauche), et par les médias. Il est intéressant de rappeler ici la définition médicale de la crise : « Brusque changement dans le cours d'une maladie, dû à la lutte entre l'agent d'agression et les forces de défense de l'organisme. » (Le Petit Larousse). Dans cette définition, l'organisme serait l'ordre social capitaliste, l'agent d'agression la contestation, les forces de défense de l'organisme le gouvernement aidé par les forces de l'ordre. Nous verrons d'ailleurs ci-après que la « vaccine » thématique par Roland Barthes s'intègre assez bien dans cette métaphore. Le mot « crise » induit aussi l'idée d'un mouvement pulsionnel, émotif : la contestation politique devient une « crise de nerf », voire une « crise d'adolescence »...

L'emploi de ces mots tend à présenter la contestation comme relevant d'une peur irraisonnée. Lors des assemblées générales, les étudiants défendant le CPE ou opposés au blocage ont d'ailleurs bien souvent formulé des « appels à la raison ». Le discours est exactement le même que lors du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen : les défenseurs du « non » étaient considérés comme des ignares, des Français qui ont peur, qui vont contre la marche du progrès, etc. On peut observer une forme de pathologisation de la contestation. C'est ce qu'invitent à penser les termes employés pour désigner ceux qui osent résister à l'ordre libéral : on nomme « technophobes » ceux qui s'interrogent sur les OGM ou les nanotechnologies, on stigmatise les « europhobes » lors du TCE, et les « risquophobes » lors du CPE. Au-delà du fait que, sans vergogne, le MEDEF se fait le défenseur du risque, et pose désormais la précarité comme valeur, implicitement, ce vocabulaire de la phobie, suggère que nous serions atteints de pathologies mentales – méthode coutumière des régimes totalitaires. Il est aussi intéressant de repérer comment le discours dominant tente parfois de récupérer les attaques formulées par les dominés, pour provoquer une stupéfiante inversion des rôles. Par exemple *Le Figaro*, qui constitue un bon corpus pour analyser le discours dominant, titre « *La rue contre les réformes¹* ». Nicolas Barré écrit : « *Cette semaine, les conservateurs seront dans la rue, contre le CPE. Car il ne faut pas se fier aux apparences. Ce sont les porteurs de banderoles qui ne veulent rien changer* », il parle également de « *militants de l'immobilisme* » et de « *stupéfiant retard des mentalités* » (sic). On sent combien le rejet de la contestation est ici viscéral. Au-delà de la mauvaise foi explicite et bien réelle, il ne s'agit pas tant d'une stratégie consciente visant à discréditer ceux qui résistent au capitalisme, que d'une perception de l'autre profondément incorporée, entraînant une forme d'incapacité sociale à entendre la rue.

Les mouvements de contestation se situeraient donc du côté du sentiment, de l'irrationnel, valeurs plutôt féminines et donc mésestimées, en opposition au courage et à la rationalité masculine. Et notre président d'affirmer avec cette même arrogance paternelle et prétentieuse qu'un de Gaulle en son temps : « Il est temps de dénouer la situation en étant juste et raisonnable ».

¹ Annexe 5

L'infantilisation

« Nous voulons siffler la fin de la récréation. (...) On veut dire aux parents : reprenez vos gosses.² »

Une fois de plus, la filiation historique est frappante : on croirait entendre de Gaulle en 68, mais il s'agit d'Eric Raoult (UMP), en novembre 2005. L'infantilisation est une autre stratégie classique du discours dominant. La dénomination des acteurs comme « jeunes » tend à désamorcer le caractère politique du mouvement. La mobilisation d'étudiants s'expliquerait par le fait « qu'ils sont jeunes » et qu'ils « ont besoin de leur Mai 68 ». Il s'agit là de la « crise d'originalité juvénile » et du thème de la « crise d'ado ». Cela s'accompagne d'un imaginaire implicite et discriminant autour de l'idée de « jeunesse » : des personnes « jeunes » sont moins conscientes de leurs actes et sont sujettes à la manipulation, elles n'ont peut-être pas atteint « l'âge de raison »... Ceci se retrouve dans le discours du Président de la République, qui infantilise les acteurs « jeunes » du mouvement en les replaçant dans une relation tutélaire vis-à-vis de leurs parents : il dit ainsi avoir entendu « les inquiétudes qui s'expriment, chez de nombreux jeunes et chez leurs parents ». Il appelle également ses « chers compatriotes » à agir ensemble pour « l'avenir de notre pays et de nos enfants », sous-entendu : ces derniers ne peuvent le faire eux-mêmes. Ce même ton paternaliste se retrouve chez Dominique de Villepin lorsqu'il attire l'attention sur le fait que « les manifestations de voie publique mettent en danger la sécurité des jeunes »². Cela participe de la déresponsabilisation des jeunes à l'œuvre dans le discours dominant, en les considérant comme incapables d'agir sur le monde, incapables, en raison de leur âge, d'être porteurs d'une action politique.

Il faut ici intégrer cette analyse dans une perspective historique. En effet, cette stratégie de l'infantilisation n'est pas une nouveauté : elle fut déjà employée en Mai 68 et lors du mouvement étudiant de 1986. Jacques Chirac semble d'ailleurs incarner cette continuité. En effet, il était déjà dans les sphères du pouvoir en 1968, il était premier ministre en 1986, et bien sûr président en 2006. Dès Mai 68, qui constitue le premier mouvement contestataire lancé par la jeunesse, un mépris paternaliste jetait le discrédit sur les étudiants. Ces derniers, trop jeunes pour savoir, étaient nécessairement « manipulés par des agitateurs professionnels », les « gauchistes ». (Précisons que cette rhétorique n'était pas le privilège des gaullistes : le Parti Communiste, la CGT et *L'Humanité*, tinrent exactement le même langage contre les « jeunes aventuriers anarchistes ».) En 1986, la situation de crise invite une fois de plus le pouvoir dominant à abandonner tout reste de pudeur : le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua lors d'un congrès du RPR, reprend mot pour mot les attaques de 1968, en dénonçant les « gauchistes et anarchistes de toute nationalité ». Toujours en 1986, *Le Figaro* accuse quant à lui « les enfants du rock, de Coluche et Renaud, atteints d'un sida mental³ »...

Les moments de crise semblent exacerber ce qu'il faut bien appeler une « haine sociale », et la surenchère dans les discours rend ces moments particulièrement intéressants pour l'analyse. Néanmoins, il ne s'agit que de distorsions conjoncturelles qui ne doivent pas détourner notre attention des mécanismes qui sévissent au quotidien à travers le discours dominant.

² Eric Raoult, UMP, *Le Monde*, 9/11/2005.

² Annexe 4 (voir aussi Annexe 3, discours de J. Chirac : « Les manifestations ont servi de prétexte à des actes de violence et à des dégradations inacceptables. »)

³ « *Devaquet si tu savais* », documentaire sur le mouvement de 1986.

Naturalisation et neutralisation

« *La vie, la santé, l'amour sont précaires. Pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ?*¹ »

Il est piquant de constater que les plus sécuritaires des sécuritaires en matière d'ordre public sont aussi ceux qui défendent avec le plus de poésie l'insécurité comme « loi » dans le domaine de l'emploi... La naturalisation consiste à présenter des faits historiques comme éternels et naturels, de sorte qu'ils ne soulèvent plus de remise en question. Ce procédé bien connu annihile toute remise en cause, et présente par exemple le capitalisme comme un fait établi, une nécessité, allant de soi naturellement. Bourdieu parle de « langage de la nature » et de « travail de naturalisation », ou encore de « déshistoricisation » et d'« éternisation de l'arbitraire »². On a pu voir cette entreprise à l'œuvre dans le discours de Dassault par exemple, qui nous disait « La précarité, c'est la vie ». Il y a là l'idée du « c'est comme ça », « on ne peut rien y faire », et surtout on ne doit rien faire. Ce type de discours annule toute possibilité d'action, et la dépolitisation engendrée a pour but d'« imposer universellement, par un discours tout empreint de la simplicité et de la transparence du bon sens, le sentiment d'évidence et de nécessité que ce monde leur impose ; ayant intérêt au laisser-faire, ils travaillent à annuler la politique dans un discours politique dépolitisé, produit d'un travail de naturalisation ou, mieux, de dénégation.³ » Cette entreprise correspond pour Roland Barthes au mythe qui opère une « privation d'Histoire », qu'il explicite en ces termes : « Le mythe prive l'objet dont il parle de toute histoire. (...) il n'y a plus qu'à jouir sans se demander d'où vient ce bel objet. Ou mieux : il ne peut venir que de l'éternité. (...) il n'y a plus qu'à posséder ces objets neufs, dont on a fait disparaître toute trace salissante d'origine ou de choix »⁴.

C'est ce même discours qui présente le capitalisme comme une évolution naturelle : on ne dit pas que le capitalisme est le produit de choix humains, de décisions historiques. Car comme le dit Barthes : « le mythe a pour charge de fonder une intention historique en nature, une contingence en éternité ».

C'est en ce sens que Herbert Marcuse, dans *L'homme unidimensionnel*, dans un chapitre intitulé « L'univers du langage clos » parle de « langage radicalement anti-historique ». En effet, « en se souvenant du passé on peut retenir des notions dangereuses et la société établie semble redouter les contenus subversifs de la mémoire »⁵. Car rappeler la contingence du capitalisme (un système qui aurait pu, et pourrait, ne pas être) c'est dire qu'une, ou même des, alternatives sont imaginables.

Ce travail de naturalisation a pour corollaire ce que Bourdieu appelle la « stratégie de la neutralité » ou « rhétorique de l'impartialité ». Après la naturalisation, la neutralisation est donc une arme volontiers utilisée par les dominants. Il s'agit d'atténuer toute trace apparente de conflit, ce qui vise à ne pas reconnaître un mouvement comme véritablement combatif. Cette attitude qui consiste en « l'évitement des formes les plus violentes de la polémique »⁶, porte au pinacle, d'une façon quelque peu hypocrite, les valeurs de la discussion, de la compréhension,

¹ Laurence Parisot, présidente du MEDEF, septembre 2005.

² P. Bourdieu, *La domination masculine*, 1998, préface.

³ P. Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, p 155.

⁴ R. Barthes, *Mythologies*, 1957, Seuil, p.225.

⁵ H. Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, (Boston, 1964), Éd. de Minuit, 1968.

⁶ P. Bourdieu, op cit, p.155.

de la communication. « La crise que nous venons de connaître révèle des faiblesses et des insuffisances. » Voilà comment le gouvernement revient sur les événements d'octobre et novembre 2005 dans, l'exposé des motifs du « Projet de loi pour l'égalité des chances » (janvier 2006). S'il fallait prouver l'hypocrisie de telles nuances, il suffirait de rappeler une réalité : dans les quartiers dits « sensibles », le taux de chômage des moins de 25 ans atteint souvent 40%, et ceci ne date pas de 2005. « On a les émeutes qu'on mérite », écrit Alain Badiou le 16 novembre 2005 à propos des événements¹.

Dans l'écriture même du projet de loi, la négation des tensions sociales est donc déjà à l'oeuvre. Mais c'est durant la « crise du CPE », que l'on a pu observer à loisir les politiques déployer tout un éventail d'euphémismes pour désamorcer la tension : Jacques Chirac parle dans son discours d'« interrogations », d'« appréhensions », et à trois reprises d'« inquiétude »². L'homme est coutumier de cette méthode : en 1986, alors premier ministre, il utilisait dans ses discours les termes « malentendus », « contestation », ou encore « maladresse » pour désigner la politique de son gouvernement. Ce sont les mêmes outils de l'atténuation qui sont réemployés. En 2006, Dominique de Villepin reprend quant à lui le thème de l'« incompréhension » et du « malentendu », et parle également d'une « anxiété sociale »³, alors que c'est une véritable rage contre le gouvernement qui animait la rue, comme en témoignaient les slogans, les chants ou les banderoles⁴. De même il faut rappeler la force de la rage des révoltés d'octobre, leur colère, leur haine de la police et du ministre l'Intérieur, dans le contexte immédiat de la mort de deux jeunes gens.

Les dominants préfèrent donc parler d'« inquiétudes » que de colère, de « mouvement étudiant » plutôt que de lutte, et d'« interrogations » plutôt que d'exigences. Cette entreprise de neutralisation se dévoile par exemple au travers des propos d'Eric Woerth, trésorier de l'UMP. Interviewé dans *20 minutes*⁵, celui-ci parle d'« explication », de « pédagogie », relayant ainsi l'idée que les acteurs du mouvement n'auraient rien compris, ou encore d'« écoute », et avoue lui-même qu'il « ne faut pas donner un sentiment de brutalité ». C'est également l'approche choisie par le premier ministre qui avait parlé de « malentendus » et avait déclaré « je suis à l'écoute » : il s'agit ainsi d'éviter la confrontation. Mais elle existe, et la réalité rend parfois insupportables ces prétentions à annihiler la tension. Le 6 décembre 1986, un ministre déclarait à 20 h « Je vous parle avec le cœur. »



A 2h, Malik Oussekine, 22 ans, se faisait assassiner par la police. (Les deux policiers meurtriers n'écopèrent que de quelques mois de prison, avec sursis bien sûr.)

10 décembre 1986, manifestations silencieuses en hommage à Malik Oussekine.

¹ Alain Badiou, « L'humiliation ordinaire », article paru dans *Le Monde* du 16/11/2005.

² Annexe 3

³ Annexes 2 et 4

⁴ Pour se remémorer l'ambiance, voir les photos sur : www.syti.net/CPE.html.

⁵ Annexe 2

Outre l'euphémisation systématique, il nous faut ici expliquer une autre stratégie de neutralisation, celle que Roland Barthes nomme la vaccine, et que l'on se propose de résumer ainsi : « Dénoncer pour mieux régner ». La vaccine consiste en effet à « confesser le mal accidentel d'une institution de classe pour mieux en masquer le mal principal ». Sa fonction est d'« immunise[r] l'imaginaire collectif par une petite inoculation de mal reconnu ; on le défend ainsi contre le risque d'une subversion généralisée.¹ » C'est ainsi qu'on parle de « bavures » policières, tout en soulignant dans la foulée que ce n'est qu'une exception dans une conduite policière exemplaire. Analysons par exemple le journal télévisé de France 2 du 10/11/2005. David Pujadas lance le sujet : « Depuis le début de cette vague de violences, beaucoup soulignent en tout cas le sang-froid et le professionnalisme des forces de l'ordre. Eh bien pour la première fois aujourd'hui huit policiers ont été suspendus dans le cadre d'une procédure disciplinaire... ». Chose surprenante, France 2 nous montre ensuite les images d'un jeune homme à terre, tabassé par la police. Mais le reportage se finit sur les propos d'un « syndicaliste policier [qui] reconnaît lui aussi le dérapage, mais préfère souligner le contexte : " Tous les jours on a des policiers qui essuient des tirs à balle réelle, des jets de cocktails Molotov, on a enregistré un nombre important de fonctionnaires de police blessés. En tout état de cause, jusqu'à preuve du contraire, la violence, elle émane du camp des casseurs et des incendiaires, pas des policiers." » Une dernière phrase de la « voix off » clôt la parenthèse prétendument critique : « Depuis le début des émeutes, la police a procédé à plus de 2 000 interpellations. A ce jour, seules quelques plaintes ont été déposées. » On a ici un parfait exemple de vaccine : sous couvert d'une légère dénonciation, on cautionne et on légitime l'ensemble des actions du bras armé de l'Etat, dont on souligne le sang-froid et le professionnalisme intrinsèque. L'effet de la vaccine est pernicieux : faire soi-même les constats dérangeants, permet d'intégrer la contestation en la vidant de sa force subversive. Précisons encore une fois qu'il n'y a pas à postuler de la malveillance des journalistes, ou d'un complot avec les sphères du pouvoir. Ces mécanismes, formes de réflexes de classe, sont profondément incorporés et, comme Pierre Bourdieu s'est évertué à le démontrer, transcendent le plus souvent la conscience des acteurs.

Une des preuves étant que les victimes elles-mêmes reprennent ces terminologies, participant elles aussi à la reproduction de la domination. C'est le cas par exemple pour le terme de « bavure », dont l'emploi relève de la vaccine. Des gens souvent bien intentionnés utilisent parfois ce terme à tort, il nous faut donc en repréciser brièvement le sens. Comme dans le cas de Malik Oussekin, le discours dominant emploiera le mot « bavure », alors qu'il s'agit objectivement d'un assassinat. Le mot « bavure » désigne une erreur commise, sans intention de la commettre. Ce terme doit donc être réservé à des situations précises, par exemple, dans le cas d'un braquage, où un tireur du GIGN tentant de neutraliser le forcené tire dans l'épaule et touche par malheur un organe vital, entraînant la mort, sans le vouloir. Par contre, lorsqu'en 1986, deux policiers pourchassent en moto dans les rues de Paris un jeune homme, le passent à tabac, et l'abandonnent gisant sur le sol, il ne s'agit pas d'une bavure, mais d'un meurtre. L'enquête doit ensuite établir s'il y a préméditation ou non, c'est-à-dire intention originelle d'entraîner la mort, ou pas. La précision dans l'emploi des termes est un enjeu fondamental, car le droit s'applique à opérer une distinction précise dans l'intentionnalité, et c'est cette distinction qui est systématiquement niée dans le discours dominant. Dans le même ordre d'idée, on parlera volontiers de « dérapages » pour désigner ce qui relève en fait d'un racisme structurel dans la police...

¹ R. Barthes, op. cit., p.225.

Systematiquement, les dominants affichent un certain respect de l'adversaire, ce qui permet de faire oublier qu'il s'agit d'un véritable ennemi. Jacques Chirac parle de « dialogue », et dit « j'ai entendu », « je comprends bien sûr », ce qui n'est pas sans rappeler un certain « Je vous ai compris », qui avait prouvé la redoutable efficacité d'un discours ambigu, dans lequel chacun entend ce qu'il attend.

Quant à l'expression « partenaires sociaux » pour désigner ceux qui devraient être les résistants au capitalisme, le fait qu'elle soit gaiement reprise par les syndicats eux-mêmes en dit long sur leur utilité structurelle. Que dire encore de la foi inébranlable dans le « dialogue social »¹ consciencieusement affichée ? On s'approche ici du novlangue de George Orwell, qui consiste à dire tout bonnement l'inverse de la réalité (« La guerre, c'est la paix² »). Cette méthode de persuasion, aussi grossière soit-elle, doit avoir une certaine efficacité puisqu'elle est employée dans toute sa lourdeur en marketing : « Auchan la vie, la vraie. ». De même, prenant explicitement les gens pour des abrutis, le gouvernement n'a pas hésité à nommer son infâme projet « Loi pour l'Égalité des Chances ». Cette nouvelle trouvaille s'oppose en fait à la notion d'égalité « car là où il y a égalité, par définition il n'y a pas besoin de chance ; et là où il y a chance, il n'y a pas égalité, mais hasard, gros lot ou lot de consolation... Le mot chance ne renvoie-t-il pas au monde de la loterie, un monde où l'on parie ? Un monde où quelques-uns gagnent... et où la plupart perdent ?³ »



Sous diverses formes, le discours formule donc une représentation du monde social qui tend, par l'imposition de schèmes classificatoires et par les entreprises de naturalisation et de neutralisation, à le structurer selon les intérêts dominants et à discréditer toute forme de résistance. Le danger majeur étant la reprise effective de ce discours par les dominés eux-mêmes.

¹ Annexes 2, 3 et 4, où Dominique de Villepin parle de « discussion sans a priori avec les partenaires sociaux ».

² George Orwell, 1984.

³ Alain Bihr et Roland Pffekerson, « L'égalité des chances contre l'égalité », article paru dans *Le Monde diplomatique*, septembre 2000. (Disponible en ligne : http://lmsi.net/article.php3?id_article=536).

L'intériorisation du discours dominant

« Ces jeunes qui brûlent des voitures n'ont rien à voir avec les formes historiques de la révolution.⁴ »

Le discours dominant ne serait pas tellement gênant en soi, s'il n'avait aucun impact sur les dominés (ou ceux qui s'en réclament), si ceux-ci avaient conscience des mécanismes en marche et de leurs fonctions. Le constat est difficile, mais il faut bien le faire : durant les révoltes d'octobre et novembre 2005, nombre de dominés (par leur statut social, économique, culturel...) qui auraient pu exprimer une solidarité avec les insurgés, en raison de leur partage (avec bien sûr des situations particulières) du « subir » de la domination, ont repris à leur compte les classifications opérées par le pouvoir politique et ont participé à la stigmatisation de ce mouvement. La chose est d'autant plus grave qu'elle concerne aussi la gauche dite « anti-libérale », qui se prétend consciente (par opposition à « ces jeunes qui se révoltent à juste titre, mais qui ne sont pas très conscients... »), et qui n'a pas été capable d'apporter le moindre soutien effectif aux victimes de la répression exercée dans toute sa brutalité par le système capitaliste. On a eu tout au mieux quelques papiers moralisateurs dans les canards habituels, soutenant les banlieues, mais précisant systématiquement que, quand même, ce n'est pas la bonne manière de faire ! N'est-il pas déplacé d'interroger les bonnes manières quand deux gamins viennent de mourir, quand un ministre insulte une population harcelée par la police ? Si cette gauche « anti-libérale » veut garder un certain crédit, elle doit commencer par faire une autocritique honnête, cesser de faire l'impasse sur la question des quartiers populaires et de relayer l'idéologie dominante sur ce point. Tout s'est passé comme si personne n'était parvenu en définitive à se détacher de l'image du « lascar qui crame la voiture de son voisin et caillasse les pompiers ».

Quelques exemples réels de l'aveuglement de la gauche (relevés par les auteurs de *Une révolte en toute logique*) :

« Nous partageons la colère, l'exaspération d'une jeunesse (...). mais, disons-le franchement. La méthode choisie par certains pour exprimer cette révolte est la pire qui soit. (...) la bonne méthode c'est d'impulser un vaste mouvement démocratique de dialogue, de confrontations d'idées pour construire une union populaire (...). » Editorial de *L'Humanité*, Patrick Le Hyaric, 9/11/2005.

« Par ailleurs, tout en soulignant que les violences sont inexcusables, qu'elle touche durement les populations concernées et les agents de service public, force ouvrière est plus que sceptique et réservée sur le recours à la loi du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence, dont l'application peut être extrêmement réductrice des libertés. » Communiqué de CGT-FO, 8/11/2005.

« [Les violences] sont insupportables non seulement parce qu'elles atteignent les plus pauvres d'entre nous mais aussi parce qu'elles ne débouchent sur rien... »

Michel Tubiana, avocat, ex-président de la LDH, *Le Monde*, 11/11/2005.

⁴ Maurice Charrier, Maire communiste de Vaulx-en-Velin, *Lyon Mag*, 16/11/2005.

Et les habituels extrémistes (dont on se demande encore pourquoi le PCF ne les exclue pas, lui qui savait très bien le faire il y a encore quelques décennies) :

« *Je souscris à vos propos pour rétablir l'ordre. La société française est en dérive. On voit poindre des germes de guerre civile. Il n'y a pas à hésiter : rétablir l'ordre est la priorité. Tous les responsables politiques, de gauche comme de droite, doivent parler d'une même voix.* »

André Germain, député-maire communiste de Vénissieux, à Jacques Chirac.

« *Il ne s'agit pas de justifier des actes irresponsables. Il faut sévir !* »

Maxime Gremetz, député PCF, Assemblée Nationale, 14/11/2005.

Enfin, pour ceux qui se posent encore des questions sur la nature du PS :

« *Nous ne sommes pas de ceux qui veulent empêcher le retour à l'ordre.* »

Julien Dray, porte-parole du PS, *Libération*, 7/11/2005.

« *Nous pourrions demander la démission de Sarkozy, mais ce serait dire aux casseurs qu'ils ont raison.* »

J. Dray, 8/11/2005.

Au PCF qui s'étonne avec candeur de notre agressivité critique, nous rappelons donc qu'il aurait fallu manifester un soutien effectif et inconditionnel à ceux qui, le payant très cher, ont osé contester la sarko-sainte loi de la soumission, ou de la contestation docile. Pendant la temporalité de l'action, au moment où la tension explose, il n'y a pas lieu de discuter de l'éthique des modes de révolte. Le choix est simple : soutenir pleinement les insurgés, ou rejoindre directement le camp de la réaction. « Une barricade n'a que deux côtés.¹ » Sachant que le soutien n'empêche pas de mener ensuite un travail critique et constructif. Les gauches n'ont fait ni l'un ni l'autre. Il est donc essentiel de revenir sur cette coupure au sein des dynamiques subversives, les classifications dans les représentations du monde social n'étant qu'un des facteurs explicatifs. En attendant, comme l'ont fait si justement les auteurs d' *Une révolte en toute logique*, laissons la parole à ces intellectuels qui font cruellement défaut aujourd'hui :

« *La vie devient résistance au pouvoir quand le pouvoir a pour objet la vie.* »

Gilles Deleuze, *Foucault*, Minit, 1996.

« *Nul n'a le droit de dire : "Révoltez-vous pour moi, il y va de la libération finale de tous les hommes." Mais je ne suis pas d'accord avec qui dirait : " inutile de vous soulever ce sera toujours la même chose." On ne fait pas la loi à qui risque sa vie devant un pouvoir. A-t-on raison ou non de se révolter ? Laissons la question ouverte. On se soulève, c'est un fait ; et c'est par là que la subjectivité (pas celle des grands hommes, mais celle de n'importe qui) s'introduit dans l'histoire et lui donne son souffle.* »

Michel Foucault, « Inutile de se soulever ? » (1979), *Dits et Ecrits*, Gallimard, 1994.

¹ Elsa Triolet.

C'est l'occasion de revenir sur la fameuse question des « casseurs ». Comme on l'a vu, contre tout réalisme sociologique, on les a opposés aux « autres jeunes de banlieue » qui eux, « veulent réussir ». Avec le recul, on constate que de façon troublante, c'est peu ou prou le même type de division qui fut repris quelques mois plus tard pour opposer les « casseurs » et les « vrais manifestants », qui eux aussi veulent réussir dans leur action ! D'ailleurs un amalgame (donc l'inverse d'une division) a été pratiqué pour l'occasion entre les casseurs type extrême gauche et la figure des casseurs des banlieues. Il était sans doute utile de tout réunir derrière l'image de violents trublions, qu'il faut distinguer des sages et dociles manifestants qui défilent « bastille-nation » ! En effet, une fois le mouvement de mars 2006 devenu massif, il était de plus en plus difficile pour le pouvoir politique d'attaquer frontalement les manifestations. Restait alors à s'attaquer à la partie des manifestants que l'on sait critiquée par l'opinion : « Ces manifestations ont servi de prétexte à des actes de violence et à des dégradations inacceptables »¹. Dominique de Villepin parle quant à lui d'« agitation », de « désordres » et de « manifestations de voie publique » qui « mettent en danger la sécurité des jeunes »². Il y a là une volonté claire de flatter l'opinion, de prescrire les jugements moraux qui fâchent le moins, pour détourner l'attention du véritable conflit politique.

Une fois de plus cette division entre « vrais manifestants » et « casseurs » thème largement exploité par les médias, car il est vendeur, semble s'être retrouvée dans la rue. En effet, de nombreux manifestants témoignaient de leur crainte et de leur réprobation à l'encontre de ces « casseurs ». On a pu entendre dans les AG étudiantes des gens exprimer leur peur que des « jeunes des banlieues utilisent nos manif pour tout casser, et s'en prendre à nous ». Il ne s'agit pas ici d'incriminer cette peur, très réelle, mais plutôt d'inviter à comprendre les modalités de son incorporation. Toujours est-il que contre les hordes de barbares aux portes de nos villes, les Services d'Ordre, ont eu le même comportement que la BAC. Le SO de la CGT a ainsi remis à la police des « éléments fauteurs de troubles » qui s'étaient « insérés dans la manifestation ». Ce même Service d'Ordre a d'ailleurs trouvé dans ses filets un casseur assez curieux, muni d'une carte de police... Il s'agit là d'un autre classique des mouvements sociaux, sur lequel nous ne reviendrons pas ici.



Ce qui nous intéresse, c'est de comprendre qu'une image du manifestant modèle s'est créée artificiellement, avec ses codes, ses normes. Irrémédiablement, si quelqu'un se montre violent ou virulent, ses « ex-pairs » le destituent de son statut potentiel de « manifestant » et l'expulsent symboliquement et parfois physiquement de l'autre côté de la barrière : du côté des casseurs. Sans doute ne dit-on pas que la violence d'un jet de pierres contre une enseigne Mc

¹ Annexe 3

² Annexe 4

Donald ou en direction des CRS (concrétisation de l'appareil répressif d'Etat selon le mot d'Althusser) peut s'interpréter comme une forme de réaction à une autre violence, réaction qu'il n'y a pas nécessairement lieu de juger. Cette tension existe, vouloir l'éradiquer, c'est rejoindre les rangs de la domination – et cette translation s'opère par le biais des discours moralisateurs.

La majorité des acteurs ont résumé les modes de mobilisation aux manifestations encadrées et aux assemblées générales policées. La propagation du recours au vote et, qui plus est, à bulletin secret, durant le mouvement montre bien comment les formes bourgeoises, qui se présentent sous les habits de la légalité et de la « démocratie », ont été reprises par les acteurs du mouvement aspirant eux aussi à cette image légaliste. Les contestataires sont persuadés qu'imiter, parodier les formes du pouvoir dominant, renforce leur légitimité. Ce qui trahit de fait une acceptation de leur rôle de dominés (puisque c'est bien des dominants qu'est attendue une reconnaissance de légitimité au travers du légalisme). La légitimité de l'action résidait seule dans l'ignominie du projet de loi ; et avoir recours à l'électoratisme bourgeois, dans tout ce qu'il a de plus pointilleux et aseptisant, c'est douter de notre légitimité intrinsèque à agir. Combien de chefs d'établissement et d'hommes politiques n'ont-ils pas dû se frotter les mains à la vue de l'imposition au mouvement (par lui-même !) de modes de fonctionnement calqués sur celui de la domination ! Rappelons que Mme Thatcher s'était empressée peu après son arrivée au pouvoir de mettre en place un système de vote à bulletin secret dans les entreprises pour les questions syndicales...

Durant ces mouvements s'est dévoilé le caractère pernicieux du discours de l'ordre : il a tendance à produire des classifications qui peuvent plus ou moins convenir à la perception d'une situation, et Bourdieu parle pour les dominés de « propension à se reconnaître dans les différents discours et les différents classements proposés ».

Lors du mouvement de novembre 2005, *Le Figaro* relatait, ou plutôt mettait en scène, les propos d'un lycéen de la Courneuve, qui visiblement agacé disait : « On nous met tous dans le même sac »¹. Ce jeune homme dénonçait visiblement une forme d'amalgame entre l'ensemble des jeunes de banlieue et ceux qui avaient participé aux révoltes ; cependant il ne dénonçait pas l'existence même de « sacs », et semblait trouver son compte dans la division entre « bons jeunes des banlieues » d'un côté, et « casseurs » de l'autre, du moment qu'il était perçu comme appartenant à la bonne catégorie – et c'est pour cela que *Le Figaro* a retenu son propos.

De même la dénomination et le rôle de « partenaires sociaux » ont été largement acceptés par les syndicats eux-mêmes qui, s'ils ont fait preuve d'une rare unité durant le mouvement de mars 2006, ont accepté de rencontrer des représentants du gouvernement (certes avec peu de crédulité), représentants qui pouvaient ensuite se targuer d'entretenir le fameux « dialogue social ». On sait depuis bien longtemps combien les syndicats ont du mal à renoncer à l'alléchante allégeance au système. Ce statut de « partenaire » est de fait trop peu récusé par les organisations, y compris en dehors des situations spécifiques de « crise ». Face à cette complicité des syndicats dans la neutralisation, beaucoup de mobilisés (non syndiqués) ont cherché à radicaliser la lutte en signifiant bien qu'ils étaient des ennemis farouches des dirigeants en place. Dès lors, l'objectif pour cette frange radicale, qui a bien existé, n'était plus seulement le retrait du CPE, mais bien le renversement de ce gouvernement. Néanmoins, le fait que les médias n'aient relayé que la contestation du CPE (alors que les plates-formes de revendications se sont rapidement élargies à bien d'autres domaines) a contribué à poser le retrait du CPE comme l'unique point de contestation. Ainsi, dès que l'article du CPE fut « remplacé » (selon la terminologie officielle), l'essentiel des mobilisés se désintéressèrent de la suite du mouvement, et beaucoup retournèrent à leur passivité politique. L'enjeu pour le pouvoir, est d'encadrer, à

¹ *Le Figaro*, 22/12/2005.

travers le discours, la contestation dans une parenthèse temporelle bien limitée : « la crise du CPE ». Le CPE retiré, tout s'arrête, alors qu'il s'agit bien d'une crise du capitalisme contemporain. Reste à espérer que cette parenthèse fut assez longue pour permettre un certain apprentissage collectif de la révolte.

L'intégration du discours dominant par les dominés et par les acteurs eux-mêmes du mouvement, entraîne une intégration de la domination en elle-même, une forme de reconnaissance de l'ordre social établi, et donc une soumission à cet ordre. C'est pourquoi il apparaît capital pour un mouvement de passer le discours au crible d'un travail critique, et de formuler lui-même les termes de son action.



Le discours comme premier mode de résistance

A voir l'état actuel du monde social et l'atonie de la résistance, force est d'admettre une certaine efficacité des stratégies de domination, parmi lesquelles on trouve le travail sur le discours, qui agit sur les représentations collectives. Mais les prophéties du discours dominant sont-elles toujours créatrices, traduites par des effets de division et de dépolitisation réels ? L'optimisme et l'entêtement nous poussent à relever, en guise de conclusion, des modes de résistance par le langage.

Bourdieu a montré l'importance de la rupture avec le langage de la doxa comme préalable à toute action politique : « La politique commence, à proprement parler, avec la dénonciation de ce contrat tacite d'adhésion à l'ordre établi qui définit la doxa originaire »¹. Cette nécessité de rupture avec le langage dominant se retrouve également chez Marcuse : « c'est le mot qui ordonne et qui organise ; il incite les gens à faire, à acheter, à accepter ». Pour ne pas accepter, il convient donc de remettre en cause ce langage du sens commun, et la lutte sociale paraît être le cadre privilégié pour cette prise de distance.

Certains acteurs du mouvement de mars 2006 l'ont bien compris. En témoigne le discours produit par les différentes coordinations nationales unitaires qui se sont tenues pendant tout le mouvement et qui continuaient encore de se tenir durant l'été 2006, s'élargissant même à des coordinations européennes. Analysons par exemple l'appel de la coordination nationale unitaire de Toulouse, du 7 mai 2006². Il faut tout d'abord noter que cette coordination se dit « unitaire » et refuse ainsi de s'enfermer dans une dénomination purement « étudiante ». Elle regroupe de fait des délégués de lycées, facultés, grandes écoles, mais aussi entreprises en grève, ou associations de chômeurs, etc., impliqués dans le mouvement. Cet appel évoque « la lutte » à trois reprises, emploie le mot de « résistance » en exergue et précise qu'« il ne s'agit pas d'un accès de fièvre ordinaire, mais d'une manifestation de la crise de tout le système social ». La coordination exprima clairement le refus du capitalisme et d'un « système économique prédateur ». Ce discours s'oppose clairement aux entreprises de neutralisation et de la

¹ P. Bourdieu, op cit, p.150.

² Annexe 6

naturalisation, et le refus du discours dominant, constitue déjà un refus de la domination. C'est aussi ce que dit Marcuse du langage populaire : « c'est comme si le refus et la révolte qui sont maîtrisés au niveau politique, éclataient dans un vocabulaire qui appelle les choses par leur nom ». Cette forme de discours hérétique relève d'un enjeu fondamental puisqu'elle est un « travail d'énonciation [...] nécessaire pour extérioriser l'intériorité, pour nommer l'innommé, pour donner à des dispositions pré-verbales et pré-réflexives et à des expériences ineffables et inobservables un commencement d'objectivation dans les mots »¹.

Ces coordinations semblent d'ailleurs avoir perçu l'importance de la parole en acte. La coordination de Toulouse a ainsi proposé une pétition à faire circuler pour « l'amnistie² des prisonniers politiques et des condamnés des mouvements sociaux ». Le lien est ici clairement établi entre le mouvement de mars et celui de novembre 2005 et pose le problème de la dénomination puisque le texte de cette pétition³ exprime la revendication suivante : « Nous demandons donc que les émeutes de novembre soient considérées et décrites comme mouvement social. » Le terme de prisonnier politique, délibérément fort, participe de cette rupture avec le langage établi.

De même l'on se souvient, presque avec émotion, du Figaro, dressant le portrait, encore une fois mythique, de jeunes de banlieue qui eux, préféreraient signer un CPE que d'être au chômage. Cette position tendant à dire : « le CPE c'est mieux que rien », fut contrée par des manifestants ayant inscrit sur leurs banderoles : « le CPE c'est pire que tout ». D'autres, plutôt dans les milieux libertaires, se sont efforcés de lutter contre l'imposition du cadre temporel « crise du CPE », en clamant : « Le CPE on s'en fout, on veut pas de patron du tout ! », ou encore >>>



En 1986, certains étudiants cherchaient eux aussi à réinjecter de la tension dans le mouvement à travers le discours, en recourant à des slogans forts tels que « Chirac salaud, le peuple aura ta peau ! ». La comparaison avec d'autres situations internationales était un autre outil : « On est pas au Chili, Chirac démission ! », ou encore le délicieux « Libérez Mandela, on vous envoie Pasqua ! ».

A l'inverse de cette méthode qui marque la rupture et cultive l'altérité, l'imitation, la réappropriation offensive du discours dominant peut constituer un autre mode résistance. La reprise du vocabulaire méprisant par les dominés eux-mêmes semble relever de la reprise du stigmate, étape nécessaire pour le dépasser et se renforcer dans l'identité d'opposant. Par

¹ P. Bourdieu, op cit, p.152.

² Rappelons ici une citation d'Ambrose Bierce, inscrite sur les murs en Mai 68 : « Amnistie : acte par lequel les souverains pardonnent le plus souvent les injustices qu'ils ont commises. »

³ Annexe 7

exemple cette volonté de réappropriation politique du discours a pu être observée en Mai 68 quand les étudiants se sont revendiqués « Enragés de Nanterre », ou lorsqu’au moment de l’expulsion de Cohn-Bendit, ils ont scandé « Nous sommes tous des juifs allemands ». Rappelons aussi que le mot « communard » était à l’origine une insulte, contre ceux qui se revendiquaient plutôt « communeux ». La reprise de l’insulte constitue un moyen de construire l’identité, comme ce fut le cas en art, où les termes « fauvistes » ou « impressionnistes » par exemple étaient, à l’origine, des attaques méprisantes. Aujourd’hui, les « Indigènes de la République », mouvement autonome des banlieues fondé en 2005, pratique ce même retournement politique du stigmat via le langage.

Enfin, il faut rappeler, à propos de la contestation langagière, la puissante créativité visible entre autres dans les différentes possibilités d’acrostiches inventées par les acteurs du mouvement de mars 2006 autour du sigle « CPE »¹. Citons par exemple : « Contrat Pour Esclaves » ; « Cadeaux Pour Exploiteurs » ; ou encore « Comment Pourrir l’Embauche. » Il faut voir dans cette subversion face au langage dominant, une volonté de redonner vie et sens à un sigle qui tend à l’aseptisation. « Les sigles renvoient seulement à ce qui est institutionnalisé sous une forme qui le coupe de sa signification transcendante. Le sens est fixé, truqué, alourdi. Une fois devenu vocable officiel, répété constamment dans un usage général, « sanctionné » par les intellectuels, il a perdu toute sa valeur cognitive et il sert simplement à la reconnaissance d’un fait indubitable.», écrivait déjà Marcuse en 1964.

¹ Annexe 8

Cette étude ne constitue qu'une esquisse repérant quelques uns des mécanismes les plus courants ; et il faudrait sur ces bases procéder à une analyse plus systématique des discours tenus par le politique et les médias. Aussi, notre focalisation sur ces situations de crise, qui entraînent des distorsions aisément analysables, ne doit pas inviter à baisser la garde sur les usages sociaux et effets plus structurels du langage.

Toute action politique de contestation passe par une forme de dissidence langagière, qui marque la distance avec le langage de la doxa, pour produire un discours politique, au sens fort du terme, c'est-à-dire qui tend à agir sur le monde et non à le chanter. C'est en rompant avec le discours dominant qu'il devient possible de penser une rupture avec la domination. Parce que le langage engage, à la fois son auteur et une conception du monde, il faut résister, notamment par l'analyse, contre ces « *Maîtres mots et mots de maître, maîtres mots à suivre à la lettre, ordre des mots et mots de l'ordre, ordre des mots dressés pour mordre* » (La Rumeur, album Regain de tension, 2004).

